Élections régionales des 21 et 28 mars 2004 - Région Lorraine

LUTTE OUVRIÈRE - LIGUE COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE

Liste LO-LCR soutenue par

Arlette LAGUILLER et Olivier BESANCENOT

et conduite par

Christiane NIMSGERN

48 ans
aide-soignante en hôpital public
conseillère régionale de la région Lorraine



LO-LCR, la seule opposition véritable au patronat et au gouvernement

Ces élections régionales sont l'occasion, pour des millions de travailleurs, d'exprimer leur refus de la dégradation de leur vie quotidienne et d'affirmer leur opposition à la politique d'agression menée par le gouvernement Chirac-Raffarin et par le grand patronat. Elles permettent aux travailleurs d'avancer les objectifs indispensables à imposer dans les luttes futures.

Pas un jour ne se passe sans que soient annoncées des attaques contre les travailleurs et les chômeurs. Les plans de licenciements se multiplient et certains départements se transforment en désert industriel. Le chômage augmente régulièrement. Les salaires ne suffisent pas à rattraper l'augmentation des prix. Les jeunes et les femmes sont les premières victimes du travail précaire et du temps partiel imposé. La nouvelle législation sur les retraites aboutit à augmenter la durée du travail tout en réduisant les pensions. Le gouvernement remet en cause les congés en s'attaquant aux réductions du temps de travail.

Les prétendues réformes du gouvernement sont autant d'attaques contre les classes populaires. Pour satisfaire le grand patronat, il fait passer en force des mesures qui, toutes, ont des conséquences graves et parfois dramatiques, en particulier pour les plus pauvres.

Sous prétexte de déficit de la Sécurité sociale, le gouvernement augmente le forfait hospitalier, supprime le remboursement de nombreux médicaments et va augmenter encore la CSG.

Il a poussé l'ignominie jusqu'à réduire à deux ans maximum le versement de l'allocation spécifique de solidarité destinée aux chômeurs en fin de droits, condamnant ceux-ci au RMI, c'est-à-dire à la pauvreté. Il refuse d'augmenter les minima sociaux. Il diminue l'impôt sur le revenu, ce qui favorise les plus riches. Mais il augmente les taxes, les impôts indirects qui frappent surtout les classes populaires.

Les aides et les subventions au patronat creusent le budget. Du coup, le gouvernement ampute les crédits pour les hôpitaux, pour les maisons de retraite qui n'ont plus les moyens d'embaucher du personnel en nombre suffisant. Cela s'est traduit cet été par 15 000 morts, la plus grande catastrophe sanitaire depuis la guerre.

Il refuse aux enseignants les moyens d'assurer aux enfants et aux jeunes des écoles publiques une éducation convenable.

Les services publics, les écoles, les bureaux de poste, les hôpitaux ferment dans les quartiers populaires et les campagnes. Les projets de réforme du gouvernement Raffarin en matière de décentralisation aggravent les inégalités et la situation de millions de personnes dans les régions les plus défavorisées.

Il faut assurer la gratuité des transports publics pour les salariés et les chômeurs en prélevant les fonds nécessaires sur les profits patronaux.

Il faut le retour à la retraite à taux plein à 37,5 annuités pour tous, public et privé, et imposer la gratuité des soins face aux menaces de casse de la Sécurité sociale.

Ceux qui dirigent l'État et l'économie pillent et ruinent la société pour les profits du grand patronat. L'organisation capitaliste de l'économie mondiale réduit à la misère des millions d'êtres humains pour accumuler des richesses fantastiques entre les mains d'une minorité. La recherche du profit maximum menace la nature et l'environnement. Elle a transformé le sous-sol des régions minières en gruyère provoquant des effondrements dans les cités ouvrières. Elle fait peser sur la population le risque nucléaire (comme l'illustre l'enfouissement de déchets radio-actifs à Bure, dans la Meuse) et le risque industriel, dont les travailleurs des entreprises dangereuses ou polluantes sont les premières victimes.

Assez d'une politique qui condamne sept millions de personnes à vivre avec des revenus en dessous du seuil de la misère.

Nous voulons une société d'où soient bannies toute oppression et toute discrimination, toutes les violences contre les femmes, où soient respectées toutes les libertés démocratiques, que l'on soit avec ou sans papiers. Nous dénonçons les lois sécuritaires de Sarkozy.

Pour mettre fin aux drames individuels et collectifs que provoque cette régression sociale, il faut enlever au patronat et aux financiers la dictature qu'ils exercent sur l'économie.

OUI, IL FAUT DES MESURES D'URGENCE !

- **Il faut garantir l'emploi** en commençant par interdire les licenciements collectifs dans les entreprises qui font du profit sous peine de les réquisitionner. Dans les grandes entreprises prétendument en difficultés, il faut prendre sur les capitaux placés ailleurs, sur la fortune personnelle des patrons et des gros actionnaires, pour assurer leurs salaires aux travailleurs.
- **Il faut arrêter les exonérations de cotisations sociales patronales et supprimer les subventions accordées aux entreprises.** Et il faut qu'avec l'argent ainsi économisé, l'État crée des emplois utiles qui manquent dans les hôpitaux, dans les maisons de retraite, à l'Éducation nationale, dans les transports en commun.
- **Il faut arrêter toutes les privatisations**, étendre le service public sur tout le territoire et aux entreprises qui font du profit sur les besoins élémentaires de la population : distribution de l'eau, industrie pharmaceutique. Il faut aussi que l'État embauche directement pour construire des logements à loyers abordables, des crèches, des garderies et des installations collectives dans les quartiers populaires.
- **Il faut relever le taux de l'impôt sur les bénéfices,** ainsi que sur les tranches supérieures de l'impôt sur le revenu, imposer plus lourdement les spéculations boursières et supprimer les impôts indirects qui frappent plus les pauvres que les riches.

Toutes ces mesures nécessitent de rendre publics, donc accessibles aux travailleurs et à la population, les comptes réels des grandes entreprises, privées ou publiques, comme les comptes en banque des gros actionnaires. Les salariés, les consommateurs, toute la population pourrait ainsi avoir un contrôle sur leur fonctionnement aujourd'hui secret.

Ces mesures d'urgence sociale, ce sont les luttes collectives qui les imposeront. Ceux qui ont fait grève et manifesté au printemps dernier ont montré la voie.

Vous pouvez, en votant pour notre liste, faire de votre bulletin de vote un encouragement pour les luttes, un geste politique pour faire reculer le patronat et le gouvernement.

La politique du gouvernement, soutenue par la droite, doit être rejetée.

Quant à Le Pen, c'est notre pire ennemi. Ce milliardaire veut aggraver cette politique de régression sociale en s'attaquant encore plus aux travailleurs.

Mais la volonté de mettre un coup d'arrêt à la politique actuelle ne peut s'exprimer par un vote pour les partis qui ont soutenu le gouvernement Jospin. Car ils veulent continuer la même politique qu'ils ont menée lorsqu'ils étaient au pouvoir : multiplier les cadeaux aux patrons, laisser faire les licenciements, privatiser les services publics. Aujourd'hui dans l'opposition, ils refusent même de s'engager à annuler, s'ils reviennent au pouvoir, toutes les mesures anti-populaires prises par la droite.

Voter pour la liste LO-LCR

C'est approuver un plan d'urgence contre le chômage, la précarité et la misère.

C'est voter contre la politique du gouvernement Chirac et Raffarin et les partis de droite.

C'est rejeter radicalement l'extrême droite et faire contrepoids à Le Pen et au Front national.

C'est désavouer les partis de l'ex-gauche plurielle et la politique qu'ils ont menée au gouvernement.

En votant pour la liste présentée par LO et la LCR, vous pouvez élire au conseil régional de Lorraine des femmes et des hommes qui y représenteront les intérêts des travailleurs, seront fidèles à leurs engagements et seront avec vous pour préparer les luttes collectives de demain.

Arlette Laguiller, Olivier Besancenot



Pour joindre nos organisations :
Lutte Ouvrière : BP 47027 - 57030 Metz Cedex 1
Ligue Communiste Révolutionnaire : 54, rue Jeanne-d'Arc - 54000 Nancy



IMS - 93500 PANTIN